

UNE SEULE SOLUTION : LA MOBILISATION !

DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

C'est en toute irresponsabilité et au mépris de la démocratie qu'E. Macron a nommé F. Bayrou premier ministre pour mettre en place un énième gouvernement dont le but est de poursuivre les politiques massivement rejetées par les électeurs et les électrices lors des législatives.

La seule option respectant la démocratie et les aspirations des salarié.es serait un gouvernement mettant en œuvre les revendications portées dans le programme du Nouveau Front Populaire.

LA DGFIP EN POINTE... DE SON DÉMANTÈLEMENT !

Notre administration a subi les suppressions d'emplois les plus massives de la fonction publique. Plus de 30 000 emplois temps plein de 2008 à 2024, et un objectif de 3 000 suppressions dans le « cadre d'objectifs et de moyens » 2023-2027. Des chiffres qui font tourner la tête, surtout celles des agent.es et des usager.es !

De plus, dans toutes les directions, certains postes pourtant budgétisés restent vacants. Près de 4 000 en septembre 2024, partiellement comblés par des contractuels en CDD alors que des titulaires se voient privés de mutation !

Suppressions d'emplois, de services et de sites, méthodes de travail industrialisées, règles de gestion de plus en plus arbitraires, rémunérations qui ne suivent pas, « management » de plus en plus souvent toxique : le mal être au travail ne fait que s'aggraver !

La DGFIP est en train d'être transformée en une administration déshumanisée, maltraitante pour ses agents comme pour le public ! Et ce n'est pas en introduisant plus d'emplois précaires que la situation pourra être améliorée.

La CGT Finances Publiques réaffirme l'urgence de redonner du sens au travail, d'améliorer les conditions de travail, les carrières et les rémunérations des agent.es.

Nous constatons le besoin de développement des services publics sur tous les territoires.

Il faut développer le réseau pour améliorer l'accès de chacun.e à des accueils physiques.

**Face à une minorité qui impose unilatéralement ses choix,
nous gagnerons sur nos revendications par la mobilisation de toutes et tous !**

Les agent.es publics, particulièrement à la DGFIP et à l'Éducation nationale, se sont massivement inscrits dans la grève et les manifestations du 5 décembre. Nous ne devons pas en rester là !

C'est pourquoi, la commission exécutive nationale de la CGT Finances publiques, réunie les 10,11 et 12 décembre, appelle tous les agent.es à se saisir sans attendre et dans l'unité la plus large possible de toutes les occasions leur permettant de faire valoir leurs revendications auprès des directions locales, de la direction générale, comme auprès du public et des élus : pétitions, lettres ouvertes, conférences de presse, interview, audiences collectives, envahissement de CSAL, rassemblements, manifestations, distributions de tracts au public... faisons feu de tout bois !

Un préavis de grève a été déposé par la CGT Finances Publiques couvrant la période de janvier à juin 2025.